

Berlin pourrait réduire le soutien de l'Etat aux renouvelables

LE MONDE - 12 novembre 2013

Par Frédéric Lemaître (Berlin, correspondant)



Les marchés n'ont pas attendu la fin des négociations entre la CDU d'Angela Merkel, la CSU bavaroise et le Parti social-démocrate (SPD) pour réagir. Lundi 11 novembre, le fabricant d'éoliennes Nordex a perdu 16 % à la Bourse de Francfort. De fait, les vents en provenance de Berlin sont mauvais pour cette industrie.

Durant le week-end, le groupe de travail chargé de trouver un compromis sur la sortie du nucléaire d'ici à 2022 a défini les grands principes d'un accord qui, s'il est validé par les présidents des trois partis, va considérablement modifier la donne en matière d'énergies renouvelables.

Jusqu'à présent, le développement de celles-ci était soutenu grâce à des subventions payées par les particuliers et les petites entreprises. Les moyennes et les grandes entreprises en étaient, elles, exonérées au nom de la compétitivité. Problème : ces subventions, qui se montaient à 2,6 milliards d'euros en 2003, devraient monter à plus de 20 milliards en 2013, en raison du succès des énergies renouvelables, qui représentent désormais environ 25 % de la production d'électricité. Dans ce contexte, le groupe de travail souhaite réduire les exonérations dont bénéficient les industriels allemands.

DÉVELOPPEMENT BRIDÉ

Ce week-end, les négociateurs, Peter Altmaier, actuel ministre de l'environnement pour la CDU, et Hannelore Kraft, ministre-présidente de la Rhénanie-du-Nord - Westphalie pour le SPD, se sont mis d'accord pour diminuer notamment les

M Économie

subventions à l'éolien offshore. En 2020, ces énormes éoliennes devront fournir 6,5 gigawatts (l'équivalent de six centrales nucléaires) et non 10 gigawatts, comme prévu jusqu'ici. Et 15 GW et non 25 GW à l'horizon 2030. Situés à au moins 80 kilomètres des côtes, ces champs éoliens posent de redoutables problèmes techniques, notamment liés à l'acheminement de l'électricité jusqu'à l'intérieur des terres. Même au sol, le développement de l'éolien va être bridé : la CSU propose que la distance entre une éolienne et les habitations soit au moins dix fois supérieure à la hauteur de l'éolienne, soit deux kilomètres en moyenne.

Si les négociateurs ont décidé de ne pas toucher aux installations solaires – réparties dans tout le pays chez d'innombrables producteurs devenus un véritable lobby –, ils veulent revoir les exonérations dont bénéficient les industriels. D'autant que la Commission européenne pourrait l'exiger. Jeudi 7 novembre, M. Altmaier et Mme Kraft ont même pris la peine d'aller rencontrer à Bruxelles Joaquin Almunia, commissaire à la concurrence, qui ne voit pas les exonérations allemandes d'un bon œil. Tout se passe comme si M. Altmaier et Mme Kraft comptaient s'abriter derrière Bruxelles pour revoir certaines exonérations.

« LE MAINTIEN DES EXONÉRATIONS EXISTANTES EST INDISPENSABLE »

Résultat : lundi, les industriels sont montés au créneau. Pour eux, la diminution des subventions accordées aux énergies renouvelables ne va pas assez loin : « Ce n'est pas la réforme fondamentale que nous avons espérée », estime Jürgen Kerkhoff, président de la fédération patronale de la sidérurgie, pour qui, au nom de la compétitivité, « le maintien des exonérations existantes est indispensable ». Du côté des écologistes, on craint de voir Berlin sacrifier les énergies renouvelables et ne plus respecter ses engagements en matière de réduction d'émission de CO₂. Quant aux Etats-régions du nord du pays, ils redoutent la réduction des subventions accordées jusqu'ici à l'éolien. C'est dire si la réforme annoncée essuie de nombreuses critiques.

Néanmoins, M. Altmaier espère pouvoir la présenter au Parlement dès le printemps 2014. Mais rien ne dit qu'il sera encore ministre de l'environnement dans le troisième gouvernement d'Angela Merkel. Beaucoup prêtent à Sigmar Gabriel, actuel président du SPD, la volonté de devenir ministre de l'économie et de l'environnement, afin d'avoir la main sur ce qui constituera, sans doute, le principal dossier du futur gouvernement